

Date: 22.10.2015

LE TEMPS

Tant que la gauche n'aura pas retrouvé un discours crédible sur la migration, l'UDC gagnera des voix



Arrivée de migrants syriens à Buchs (SG), le 1er septembre 2015. L'afflux migratoire vers l'Europe, qui a touché la Suisse de façon marginale, a largement pesé sur les élections fédérales. (REUTERS)

ANALYSE Il faudra quelque temps avant de pouvoir faire une analyse approfondie des résultats des élections fédérales du 18 octobre 2015. Mais s'il est probable que le thème de la migration a joué un rôle majeur, ce n'est pas forcément dans le sens qu'on croit: le vote de dimanche ne traduit pas uniquement le succès d'un parti très à droite proposant un discours simplificateur et, à terme, dangereux pour la Suisse elle-même. Ce qui est non moins important, c'est que nous avons affaire à l'échec d'une certaine gauche. Echec, car une bonne partie des discours provenant de la gauche ne proposait guère qu'une autre forme de simplification (moralement plus satisfaisante, mais simplification tout de même). Ce faisant, elle n'a

jamais réussi à proposer d'alternative crédible. Ces deux termes, «alternative» et «crédible», désignent un discours qui aurait été à la fois conforme aux valeurs auxquelles beaucoup de citoyens tiennent – au-delà des rangs de la gauche – et, en même temps, capable de répondre aux préoccupations d'une large frange de l'électorat. Or c'est justement un tel discours qui a fait défaut. Voyons pourquoi. Pour commencer, rappelons que les discours simplificateurs, d'où qu'ils viennent, sont inadéquats, d'autant plus que les enjeux migratoires sont complexes, et certainement beaucoup plus difficiles à déchiffrer que par le passé.

Face à ces problèmes migratoires complexes, il y a toujours la tentation du repli. C'est ce que propose l'UDC, dont le mes-

sage marche bien surtout parce qu'il est tellement simple. Mais il serait hâtif d'en conclure que les électeurs adhèrent sans réserve à ce message. Beaucoup seraient sans doute prêts à écouter un autre discours, pour autant qu'on leur en propose un. Or justement, la gauche ne leur en propose guère. Bien sûr, il fallait contrer le discours de l'UDC. Mais probablement pas en infligeant aux électeurs des leçons de morale ou en traitant toute réserve envers l'immigration comme preuve d'intolérance. Ni en exhortant la population à surmonter, face à l'immigration, les prétendues «peurs» qui lui sont fort hâtivement attribuées. Outre qu'il est rarement très habile de traiter les gens d'intolérants ou de poltrons, c'est une simplification – et donc, également, une erreur.

En effet, il est fort possible que les attitudes des électeurs ne soient pas si intolérantes que cela, et qu'attribuer leur vote à de supposées peurs ne soit pas très fondé. Ce qui amène à se poser cette question, ce sont les résultats de la plus grosse enquête jamais réalisée en Suisse sur les attitudes envers l'immigration*. Elle porte

sur plus de 41000 jeunes hommes suisses, et elle montre que les jeunes ont sur la question des attitudes différenciées. Certes, certains suivent l'UDC et rejettent en bloc les étrangers et les différences culturelles qu'ils nous amènent. Mais d'autres, au contraire, distinguent clairement entre différents types d'enjeux.

Cette capacité à bien sérier les enjeux – mieux, pourrait-on dire, que ne le font les témoins de l'extrême droite ou ceux d'une certaine gauche – ressort des réponses des participants à une batterie de 48 questions portant sur divers aspects particuliers de la présence et de l'intégration des migrants. Le traitement statistique des réponses permet notamment de faire ressortir deux grands types d'enjeux:

– d'abord, l'ouverture à la présence étrangère, qui concerne la présence (plutôt que l'absence) de communautés étrangères dans notre pays;

– ensuite, la disposition à accepter, pour

valent en Suisse.

Ce que les chiffres montrent, c'est que les mêmes personnes peuvent très bien faire preuve d'ouverture à la présence étrangère et même y être favorables, tout en ayant de claires exigences sur le plan de l'intégration, comme le montre leur refus de toute relativisation des normes civiques prévalant en Suisse. Cette distinction entre catégories d'enjeux est très nette parmi les jeunes qui affichent des sympathies de gauche, mais on la retrouve aussi, même si elle est moins marquée, chez les jeunes gens qui se situent au centre.

En d'autres termes, quand on a des données, elles montrent que l'exigence d'intégration ne doit pas être confondue avec un refus de la présence étrangère; ou, pour illustrer cela à l'aide d'un exemple sur un

thème sensible, se dire hostile au port du voile dans l'espace public ne signifie pas pour autant qu'on préfère une Suisse sans étrangers. Faut de place, il n'est pas possible d'aller ici plus dans le détail, mais les chiffres (non seulement sur ces «grands enjeux», mais aussi sur les 48 questions spécifiques sur lesquelles ils sont basés) montrent qu'il y a, chez les jeunes Suisses, des attitudes complexes, différenciées, et sans doute assez pragmatiques.

Ce que l'on mesure chez 41000 jeunes de 19 ans n'est sans doute pas totalement différent de ce qu'on aurait pu constater dans la population dans son ensemble. Et c'est peut-être là que se situe l'échec du message proposé par certaines voix plutôt issues de la gauche: en mettant tout dans le même sac, en attribuant sans nuance des penchants xénophobes ou des peurs diffuses à des personnes qui, tout en étant peu enthousiastes envers certaines manifestations visibles de l'altérité (qu'il s'agisse du voile islamique ou d'autre chose), n'ont rien contre la présence étrangère en Suisse ou y sont même favorables, elles n'ont guère fait que les inciter à aller voir ailleurs sur l'échiquier politique.

Le problème ne date pas d'hier: lors de la votation de novembre 2010 dite «sur les criminels étrangers», la gauche avait, sans

succès mais avec raison, recommandé de voter non car l'initiative introduisait le principe juridiquement douteux de la double peine pour une certaine catégorie de criminels (en l'occurrence, les étrangers). Mais elle n'avait proposé aucune réponse au problème sociologique, à savoir que du point de vue de nombreux citoyens, l'étranger qui se rend coupable d'un crime commet, de fait, un double crime: celui que sanctionne le Code pénal, mais aussi une violation des lois de l'hospitalité. Sur le plan juridique, on peut certes déplorer un tel point de vue, mais sur le plan sociologique, la question reste posée, et elle ne sera pas réglée par des admonestations qui, outre qu'elles révèlent une certaine incompréhension des processus en cause, contribuent sans doute au glissement de toute une frange d'électeurs vers la droite ou l'extrême droite.

Le défi que le centre et la gauche doivent relever, c'est de trouver, sur les questions migratoires, un discours qui leur permette de reprendre la main. Un discours qui reste fidèle à certaines valeurs mais réponde à des préoccupations que de nombreux citoyens partagent, à tort ou à raison. Et même si l'on estime qu'ils ont tort, il ne suffit sans doute pas de les blâmer d'avoir tort. Pour cela, il faut commencer, on l'a dit, par sérier les enjeux et ne pas tout mettre dans le même sac. Il faut aussi une réflexion plus profonde sur les concepts avec lesquels on pense la diversité et l'altérité.

Trop souvent, on cherche à tout interpréter en termes de «tolérance», alors que la réalité est sans doute plus complexe, et qu'il faut raisonner avec un trio de concepts où figurent, à côté de la tolérance, ceux de «tolérabilité» et de «tolération». Cet outillage conceptuel a commencé à apparaître dans la recherche il y a une dizaine d'années. A la gauche et au centre de s'en saisir et de s'en servir, s'ils souhaitent, sur les questions migratoires, reprendre la main dans le débat politique et proposer une alternative crédible au discours de l'UDC. ■

Bien sûr, il fallait contrer le discours de l'UDC. Mais certainement pas en infligeant aux électeurs des leçons de morale

des motifs de différence linguistique et culturelle, une relativisation des normes civiques qui, traditionnellement, pré-